

du 27 octobre au 2 novembre 1994

Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international
Direction des communications sur la politique étrangère (BCF)

(available in English)

**AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL
COMMUNIQUÉS :**

**M. MacLaren participera à la réunion de l'APEC et fera
la promotion du commerce avec la Chine, l'Indonésie
et le Viêt-Nam**

Le 2 novembre 1994, n° 221

L'honorable Roy MacLaren, ministre du Commerce international, va promouvoir le commerce et l'investissement en Chine, en Indonésie et au Viêt-nam du 4 au 18 novembre, à l'occasion d'une visite qui appuie et complète la mission « Équipe Canada » menée par le premier ministre Jean Chrétien. M. MacLaren assistera aux côtés de M. Chrétien et des premiers ministres provinciaux à diverses rencontres de haut niveau, du 6 au 8 novembre à Beijing. Le 9 novembre, il aura des discussions particulières avec le ministre de l'Industrie énergétique, M. Shi Dazhen, le président de la Société pétrolière nationale de Chine, M. Wang Tao, et avec d'autres ministres. Une délégation de gens d'affaires canadiens l'accompagnera. Le 10 novembre à Djakarta, M. MacLaren rencontrera le ministre indonésien de l'Industrie et du Commerce, M. Hartarto Sastrosenarto, pour discuter de la dynamique relation Indonésie-Canada en matière de commerce et d'investissement. Ensuite, conjointement avec le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, il participera les 11 et 12 novembre à la 6^e réunion ministérielle du forum de Coopération économique Asie-Pacifique (APEC), suivie par le Sommet des chefs de gouvernement de l'APEC. Un discours prononcé le 13 novembre devant la communauté des gens d'affaires indonésiens et canadiens marquera la fin de sa visite en Indonésie. M. MacLaren dirigera une délégation commerciale de 35 sociétés canadiennes à Ho Chi Minh-Ville et Hanoi. Il inaugurera le 15 novembre le bureau commercial du Canada à Ho Chi Minh-Ville, après avoir participé la veille au salon Vietnam Telecomp 1994 et rencontré des gens d'affaires étrangers et des hauts fonctionnaires du ministère des Transports et des Communications. M. MacLaren et la délégation canadienne se rendront le 16 novembre à Hanoi pour se joindre au premier ministre du Canada.

**Le gouvernement et les banques s'efforcent de
mieux appuyer les PME exportatrices**

Le 2 novembre 1994, n° 220

Le ministre du Commerce international, l'honorable Roy MacLaren, a publié un rapport intitulé *Au service des PME exportatrices : Le gouvernement et les banques veulent renforcer leur soutien*. Le rapport propose de nouvelles mesures pour prendre en compte les intérêts des petites et moyennes entreprises (PME) exportatrices pour ce qui concerne l'accès au financement et à l'information. « Cette initiative est le résultat d'un processus unique de consultations avec les banques canadiennes », a déclaré M. MacLaren. Les banques ont accepté de fournir, par le biais de leurs grands réseaux, de l'information susceptible d'aider les exportateurs. Elles collaboreront aussi avec la Société pour l'expansion des exportations (SEE) en vue d'offrir un meilleur soutien aux PME exportatrices.

**M. MacLaren annonce la mise en place en Asie d'un réseau de
centres de renseignements sur la formation au Canada**

Le 1^{er} novembre 1994, n° 219

Le ministre du Commerce international, l'honorable Roy MacLaren, a annoncé que le gouvernement du Canada établira en Asie, en collaboration avec la Fondation Asie-Pacifique, un réseau de centres de renseignements sur la formation au cours des cinq prochaines années. Ces centres aideront les établissements de formation canadiens à faire la promotion de leurs services auprès des étudiants étrangers et à renforcer leur présence en Asie. « Le Canada compte un grand nombre d'établissements de formation susceptibles d'intéresser les étudiants étrangers. En 1991, ils ont généré environ 1,5 milliard de dollars et quelque 19 000 nouveaux emplois au profit de l'économie canadienne. De plus, les frais de scolarité acquittés par ces étudiants constituent une importante source de revenus pour de nombreux établissements de formation canadiens. La formation et la mise en valeur des ressources humaines constituent des éléments essentiels de la nouvelle économie mondiale. Des initiatives telles que la mise en place de ce réseau permettront aux Canadiens de tisser des liens plus étroits avec les futurs leaders de la région », a indiqué M. MacLaren.

**M. MacLaren discutera de l'ordre du jour des sommets avec le
ministre des Finances du Chili, M. Aninat**

le 1^{er} novembre 1994 n° 218

Le ministre du Commerce international, l'honorable Roy MacLaren, a annoncé que le ministre des Finances du Chili, M. Eduardo Aninat, effectuera une visite au Canada les 2 et 3 novembre. M. MacLaren et Aninat discuteront de l'intensification des relations commerciales et financières entre le Canada et le Chili. Ils examineront aussi les ordres du jour du Sommet du forum de Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) et du Sommet des Amériques. Le Sommet de l'APEC se tiendra à Djakarta, en Indonésie, les 14 et 15 novembre, et le Sommet des Amériques à Miami, du 9 au 11 décembre. Le premier ministre, M. Jean Chrétien, et le président du Chili, M. Eduardo Frei, participeront aux deux sommets.

DISCOURS

Le problème tient au fait que ce qui nous paraissait certain pendant la Guerre froide ne semble plus l'être. La solidité et l'efficacité de l'État ne sont plus des données acquises. Nombreux sont d'ailleurs ceux qui affirment que l'État est en déclin parce que la souveraineté perd de sa signification. Les États semblent avoir moins de contrôle sur ce qui se passe à l'intérieur de leurs frontières. Les frontières elles-mêmes disparaissent pour ceux, toujours plus nombreux, qui communiquent par lignes de données et liaisons satellite [...] Je ne pense pas que l'État soit condamné. Dans le passé, il s'est adapté aux conditions nouvelles et il peut le faire encore [...] Mais dorénavant, les « bons gouvernements » seront ceux qui parviendront à réunir autour du problème international du moment les instances les plus aptes à le résoudre. Ceci ne pourra toujours se faire d'État à État ou d'État à institution. De plus en plus, cela supposera l'intervention d'instances non gouvernementales comme les ONG, les municipalités et les entreprises.

Notes pour une allocution de l'honorable Raymond Chan, secrétaire d'état (Asie-Pacifique), à l'occasion de la conférence Atlantik-Brücke, à Vancouver (Columbia Britannique), 31 octobre 1994, 94/68

L'Amérique du Nord a elle aussi commencé sa consolidation économique, en partie en réponse au mouvement entrepris en Europe. Ainsi, certains estiment que le récent Accord de libre-échange nord-américain [ALENA] est un premier pas vers la constitution d'un bloc économique exclusif et autosuffisant : un moyen de créer une chasse-gardée dans un monde où la concurrence s'accroît et où les parts de marché régressent. Ceux qui ne partagent pas cette vision étroite reconnaissent néanmoins que l'intérêt économique de l'Amérique du Nord se déplace de plus en plus vers la région Asie-Pacifique et vers les économies à croissance rapide de la côte chinoise australe, c'est-à-dire, du moins implicitement, loin de l'Europe [...] Cette tendance n'est dans l'intérêt de personne. L'Union européenne demeure le deuxième partenaire économique bilatéral du Canada, après les États-Unis [...] La question qui se pose actuellement est la suivante : comment pouvons-nous revigorer nos relations avec l'Europe? Bien sûr, nous pouvons compter en partant sur des instruments institutionnels comme l'OTAN [Organisation du Traité de l'Atlantique Nord] ou l'OCDE [Organisation de coopération et de développement économiques] pour promouvoir efficacement nos intérêts mutuels, et nous pourrions revitaliser ou réformer ces organismes. Toutefois, s'il est vrai que nous vivons à une époque où la diplomatie politique doit céder le pas à la diplomatie économique, alors toute démarche significative pour renforcer nos relations avec l'Europe doit passer par l'économie [...] Aussi vigoureuses que soient nos relations aux plans du commerce et de l'investissement, il est toujours possible de les améliorer.

Notes pour une allocution de l'honorable Roy MacLaren, ministre du Commerce international, prononcée à l'occasion du colloque Canada-Union Européenne, à Toronto (Ontario), le 28 octobre 1994, 94/67

Notre but commun, à nous tous qui sommes réunis ici, est de permettre la pleine intégration de l'Ukraine à l'économie mondiale. En dernière analyse toutefois, les principaux protagonistes de ce partenariat ne seront pas les gouvernements, mais bien les entrepreneurs du secteur privé et les gens d'affaires qui tisseront des liens économiques dont bénéficieront les deux pays. Puisque ce sont ces personnes qui permettront à l'Ukraine de matérialiser son potentiel et de devenir un acteur important sur la scène économique internationale, nous devons prendre les mesures qui s'imposent en vue de les aider. Le rôle des gouvernements est d'établir le cadre dans lequel les investissements privés et le commerce pourront prospérer [...] Le chemin ne sera pas sans embûches. Les réformes se heurteront à des mouvements d'opposition. Toutefois, il sera possible de tirer parti des expériences de réformes économiques entreprises dans d'autres pays de la région. Un engagement précoce et soutenu donne des résultats favorables sous forme de croissance économique interne, y compris du commerce et des investissements étrangers.

Notes pour une allocution de l'honorable André Ouellet, ministre des Affaires étrangères, à la conférence sur le Partenariat pour la transformation économique en Ukraine, à Winnipeg (Manitoba), le 27 octobre 1994, 94/66

Le projet de loi dont nous sommes saisis, qui est intitulé *Loi de mise en oeuvre de l'Accord établissant l'Organisation mondiale du commerce*, assurera l'exécution de l'Accord du GATT [Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce] que j'ai signé au nom du Canada à Marrakech, en avril dernier. L'adoption de ce texte permettra à nos concitoyens de récolter les fruits du plus important accord commercial de l'Histoire. En instaurant un contexte commercial international plus ouvert et plus stable, cet Accord favorisera l'accroissement des exportations du Canada et des investissements. Les exportations, moteur de la récente reprise économique au Canada, revêtent une importance cruciale pour la réalisation du programme de création d'emplois et de croissance que s'est fixé le présent gouvernement et pour la sauvegarde de notre prospérité. Le projet de loi à l'étude a pour objet l'approbation de cet Accord. Il amende les lois et les listes tarifaires actuellement en vigueur au Canada pour les rendre conformes à nos obligations en vertu de l'Accord. Enfin, il prévoit la nomination de représentants auprès de l'Organisation mondiale du commerce [OMC] et le paiement de la quote-part du budget de l'Organisation qui incombe au Canada.

Notes pour une Allocation de l'honorable Roy MacLaren, ministre du Commerce international, à l'occasion de l'examen en deuxième lecture du projet de loi de mise en oeuvre de l'accord établissant l'Organisation mondiale du commerce, à Ottawa (Ontario), le 27 octobre 1994, 94/65.



Un fonds canadien appuie le secteur privé du Maghreb

Le 31 octobre 1994, 94/45

Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, a annoncé à Casablanca, au Maroc, que le Canada venait de créer un fonds de développement du secteur privé au Maghreb (Maroc, Algérie et Tunisie) d'un montant de 60 millions \$. M. Ouellet en a fait l'annonce au cours du Sommet économique de Casablanca dont l'objectif est de consolider la paix au Moyen-Orient par le renforcement de la coopération économique dans ces pays et ceux de l'Afrique du nord, incluant le Maghreb. Au delà de 1 000 participants de plus de 50 pays participent à cette conférence. Le fonds, créé et financé par l'Agence canadienne de développement international (ACDI), vise à appuyer l'expansion du secteur privé maghrébin en lui permettant d'accroître sa productivité, en lui donnant accès au savoir-faire canadien et en appuyant les réformes des gouvernements du Maghreb pour libéraliser leur économie. Les sociétés privées contribueront approximativement 70 p. 100 des investissements.

DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES CANADA

Le service jeunesse Canada - un appel aux jeunes

Le 26 octobre 1994

M. Lloyd Axworthy, ministre du Développement des ressources humaines Canada, et M^{me} Ethel Blondin-Andrew, secrétaire d'État à la Formation et à la Jeunesse, ont annoncé le début de la phase opérationnelle du Service jeunesse Canada (SJC) en demandant des propositions de projet. Se trouvant au Rideau Street Youth Initiative à Ottawa, M. Axworthy a indiqué que le Service jeunesse Canada constitue un exemple de programme social qui résout les problèmes en misant sur l'avenir des gens. « Nous aidons les jeunes à acquérir une expérience en milieu de travail qui leur ouvrira les portes du monde du travail et leur donnera un sentiment d'indépendance - une attitude positive ».

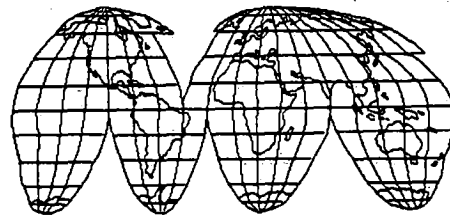
À VENIR :

- | | |
|-----------------------|---|
| 11-12 novembre 1994 : | Réunion des ministres de l'APEC (Djakarta, Indonésie) |
| 1 décembre 1994 : | Sommet international de SIDA, Journée mondiale du SIDA |
| 5-6 décembre 1994 : | Sommet de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (Budapest, Hongrie) |
| 6 décembre 1994 : | Visite du Secrétaire général des Nations Unies M. Boutros Boutros-Ghali |
| 9-10 décembre 1994 : | Sommet des Amériques (Miami, Floride) |

CA1
 The EA
 in T38 id
 November licy
 Fo 23, 1994
 Copy 1

**Le commerce et
 la politique étrangère
 cette semaine**

November 17 - November 23, 1994



Department of Foreign Affairs and International Trade
 Foreign Policy Communications Division (B:CF)

Dept. of External Affairs
 Min. des Affaires extérieures

(disponible en français)

NOV 30 1994

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
 RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTERE

**FOREIGN AFFAIRS AND INTERNATIONAL TRADE:
 PRESS RELEASES:**

Ouellet to Attend Vatican Ceremony

November 22, 1994, no. 234

Foreign Affairs Minister André Ouellet announced today that he will be heading the Canadian delegation to the Vatican for the Consistory, where the Most Reverend Jean-Claude Turcotte, the Archbishop of Montréal, will be one of 30 new cardinals to be elevated. The event will take place on November 26. . . . Born in 1936, Monsignor Turcotte was ordained in 1959 and has been active in Catholic social action groups working on behalf of the poor and unemployed. He was appointed Archbishop of Montréal in 1990. His elevation will bring to four the number of Canadian cardinals.

**Ouellet Congratulates Mozambicans
 on Successful Election, Announces \$2 Million for
 Repatriation Assistance**

November 21, 1994, no. 233

Foreign Affairs Minister André Ouellet today congratulated the people of Mozambique for having held the first multi-party elections in their history. The elections, declared free and fair by the United Nations, are the culmination of a peace process ending 16 years of civil war. "The high voter turnout and the peaceful manner in which the elections were held show the determination of Mozambicans to end the conflict that has devastated their nation," said Mr. Ouellet. "It is now up to the country's newly elected leaders to use their mandate to work for national reconciliation and reconstruction." Canada contributed to the electoral process by providing financial and technical assistance. Canadians also served as UN election observers and as members of a non-governmental organization observer team. In support of Mozambique's reconciliation efforts, Mr. Ouellet announced that the Canadian International Development Agency is contributing a further \$2 million to the UN High Commissioner for Refugees to help with the repatriation of Mozambicans from neighbouring countries.

**Ouellet to Visit Russia, Attend NATO Meetings in
 Brussels and CSCE Summit in Budapest**

November 21, 1994, no. 232

Foreign Affairs Minister André Ouellet today announced that he will pay a working visit to Russia from November 28 to 30, attend North Atlantic Treaty Organization (NATO) ministerial meetings in Brussels on December 1 and 2, and the Conference on Security and Co-operation in Europe (CSCE) Summit in Budapest on December 5 and 6. While in Russia, Mr. Ouellet will meet with Russian Foreign Affairs Minister Andrei Kozyrev, who extended the invitation for the visit earlier this year. Discussions are expected to focus on trade and investment, technical assistance to Russia, expansion of NATO membership, the CSCE Budapest Summit, as well as on Russia's participation at the G-7 Summit in Halifax next summer. From Russia, Mr. Ouellet will travel to Brussels for meetings of the NATO North Atlantic Council (NAC) and North Atlantic Co-operation Council (NACC). Discussions among NAC and NACC foreign ministers are expected to focus on the situation in Bosnia, the future expansion of NATO, the Partnership for Peace program and matters of European and international security. On December 5, Mr. Ouellet will attend the CSCE Summit in Budapest. Discussions at the Summit will focus on issues such as European security, the strengthening of the CSCE's role in preventive diplomacy, CSCE involvement in peacekeeping operations in Europe and its role in promoting human rights and democratic development.

**Ontario and Canada Sign MOU on International Business
 Development Collaboration**

November 17, 1994, no. 231

The signing of a memorandum of understanding (MOU) between Ontario and the federal government to improve co-ordination of international business development activities was announced today by International Trade Minister Roy MacLaren, Industry Minister John Manley and Ontario Economic Development and Trade Minister Frances Lankin. The MOU provides for co-ordinated planning and

delivery of trade and investment activities and information sharing. It follows Ontario's 1993 decision to close its 17 international offices and responds to private sector demands to cut duplication and increase efficiency in trade and investment marketing. "We want to ensure greater co-operation and collaboration between the two levels of government in the delivery of international business activity," Mr. MacLaren said. "This is a perfect example of what we can achieve when we put our minds to building a Team Canada approach to global markets. We intend to work with other provincial governments to achieve similar arrangements."

Canada and Lithuania Sign Nuclear Co-operation Agreement **November 17, 1994, no. 230**

Minister of Foreign Affairs André Ouellet today announced that Canada and Lithuania have signed an Agreement for Co-operation in the Peaceful Uses of Nuclear Energy. The Agreement is a step towards ensuring the assistance of Canadian nuclear experts in upgrading safety systems and plant operations of Lithuania's nuclear reactors. The Agreement was signed in Vilnius by Algimantas Stasiukynas, Lithuanian Minister of Energy, and Michael Philipps, Canada's Ambassador to Lithuania. "This agreement marks the further advancement of the growing and productive relationship between Lithuania and Canada in the area of nuclear co-operation," said Mr. Ouellet. "It balances the need for safety while helping to fulfill the energy needs of Lithuania."

Ouellet Welcomes Ukrainian Decision to Accede to Non-Proliferation Treaty **November 17, 1994, no. 229**

Foreign Minister André Ouellet today welcomed the decision of the Ukrainian parliament, the Supreme Rada, to accede to the Non-Proliferation Treaty (NPT) as a non-nuclear weapons state. "Non-proliferation is a major objective of Canadian foreign policy and Ukraine's accession is a significant contribution to global peace and security. I look forward to Ukraine depositing the accession documents at the earliest opportunity," said Mr. Ouellet.

STATEMENTS

1994 will remain a milestone in the history of our relations. Not only are we inaugurating a new Chancery in Hanoi and a Trade Office in Ho Chi Minh City, but we have appointed Her Excellency Christine Desloges as Canada's first Ambassador to the Socialist Republic of Viet Nam. In June, your Deputy Prime Minister, Phan Van Khai, visited Canada and met with Canadian leaders and tomorrow, our Prime Minister, Mr. Jean Chrétien, will be making the first visit by a Canadian Prime Minister to this country. The significance of these developments cannot be understated. I am here today to express Canada's support to our Vietnamese friends. We want to play a useful and constructive role as Viet Nam strives to open its doors, liberalize its economy and reintegrate into the world community. A good example of this was Canada's contribution to clearing Viet Nam's International Monetary Fund arrears. Our companies are developing or implementing creative, regional business strategies for target markets, like Viet Nam. We know that in order to succeed we must build partnerships with Vietnamese public and private sector entities. Both as suppliers of products and services and as investors, our companies must work together. . . .With me today are some of the premier Canadian companies willing to engage in the development of these partnerships. Given the similarities between Viet Nam and Canada, with our remote communities, our resource-based manufacturing — especially minerals, forestry, oil and gas — and our rugged topography, Canadian firms are remarkably well-suited to meet the challenges of the Vietnamese market. We are developing a special focus in Viet Nam on the transport, energy and telecommunications sectors. Canadian firms can compete world-wide on capital projects in each of these areas, as they are doing throughout the Asia-Pacific region.

Notes for a Luncheon Address by The Honourable Roy MacLaren, Minister for International Trade, to the Ho Chi Minh City Business Community, Ho Chi Minh City, Viet Nam, November 15, 1994, 94/71

Finance Canada

Today, I want to share some perspectives on the current legislative regime for federal financial institutions — which is less than three years old — and provide some preliminary thoughts on the 1997 review. . . . I would also like to take this opportunity to announce that the government policy paper on regulatory and supervisory issues — which some of you are no doubt anxiously awaiting — will be released early in the new year. It will be followed by a process of consultation with affected parties on the changes that the paper recommends.

Notes for an Address by the Honourable Doug Peters Secretary of State for International Financial Institutions to the Canadian Institute, Toronto, Ontario, November 21, 1994 94-107

Human Resources Development Canada

1995 Unemployment Insurance
Maximum Insurable Earnings **November 10, 1994**

Human Resources Development Canada today announced the Unemployment Insurance (UI) maximum insurable earnings figure for 1995. The 1995 maximum weekly insurable earnings will be \$815, up from \$780 in 1994. This is equivalent to a 4.5 per cent increase.

**Improvement to Needs Assessment
for Canada Student Loans**

November 16, 1994

The Honourable Lloyd Axworthy, Minister of Human Resources Development, today announced improvements to the assessment of students' financial needs under the Canada Student Loans Program (CSLP). Mr. Axworthy stated that, "These changes will help make Canada student loans more widely available this year and provide students with the resources they need to pursue their studies."

Upcoming Events

- December 1, 1994: International AIDS Summit, World AIDS Day
- December 5-6, 1994: Conference on Security and Co-operation in Europe (CSCE) Summit
(Budapest, Hungary)
- December 6-7, 1994: Visit of UN Secretary-General Boutros Boutros-Ghali
- December 8-10, 1994: Francophonie Foreign Affairs Minister meeting, Ouagadougou
- December 9-10, 1994: Summit of the Americas (Miami, Florida)

Additional copies of the above documents that are produced by the Department of Foreign Affairs and International Trade can be obtained by calling (613) 944-4000 or toll-free at 1-800-267-8376. Documents produced by other departments can be obtained by calling their respective communications divisions in Ottawa. "This Week in Trade and Foreign Policy/Le commerce et la politique étrangère cette semaine" is produced weekly by the Foreign Policy Communications Division (BCF) of the Department of Foreign Affairs and International Trade.

